

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1909.

Projet de loi approuvant :

- 1° la déclaration échangée le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française, concernant le tracé de la frontière des possessions belges et françaises dans la région du Shiloango;
- 2° l'arrangement signé à la même date entre les deux Gouvernements au sujet du droit de préférence de la France sur les possessions congolaises en cas d'aliénation de celles-ci par le Gouvernement belge.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai soumis à la Chambre le 30 avril dernier, conformément à l'article 27 de la loi sur le gouvernement du Congo belge et à l'article 68 de la Constitution, le projet de loi approuvant la déclaration échangée le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française pour fixer à nouveau les limites de leurs possessions respectives dans le Stanley-Pool.

L'exposé des motifs de ce projet de loi faisait connaître à la Chambre qu'à la même date avait été signée à Bruxelles avec le Gouvernement français une déclaration concernant le tracé de la frontière des possessions belges et françaises dans la région du Shiloango, ainsi que l'arrangement au sujet du droit de préférence de la France sur les possessions congolaises en cas d'aliénation de celles-ci par le Gouvernement belge.

La Commission spéciale chargée de l'examen de ce projet de loi a exprimé le désir de voir soumettre également à l'approbation du Parlement ces deux actes internationaux.

Bien que le Gouvernement ait estimé que l'article 27 de la loi sur le gouvernement du Congo belge n'était applicable ni à l'un ni à l'autre de ces arrangements, j'ai cru devoir déférer à la demande de la Commission et

admettre une procédure identique à celle qui a été adoptée en France. Les Chambres législatives belges seront ainsi appelées à sanctionner ces arrangements. Le premier fixe dans la région du Shiloango une frontière qui n'avait jamais été tracée définitivement par une entente de l'État Indépendant du Congo et de la République française. Le second reproduit, sans autre modification qu'un changement de date, le texte de l'acte, déjà signé une première fois le 5 février 1893, et communiqué aux Chambres en même temps que les autres actes internationaux relatifs à l'État Indépendant du Congo, comme annexe à l'Exposé des motifs du projet de loi approuvant le traité de cession du 11 janvier 1893 qui a été retiré par le Gouvernement.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.



PROJET DE LOI

approuvant :

1° la déclaration échangée le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française, concernant le tracé de la frontière des possessions belges et françaises dans la région du Shiloango;

2° l'arrangement signé à la même date entre les deux gouvernements au sujet du droit de préférence de la France sur les possessions congolaises, en cas d'aliénation de celles-ci par le Gouvernement belge.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sortiront leurs pleins et entiers effets :

1° La déclaration échangée le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la Répu-

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring :

1° van de op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek uitgewisselde verklaring betreffende de grenslijn der Belgische en der Fransche bezittingen in de Shiloangostreek;

2° van de op dien zelfden datum tusschen de beide Regeeringen onder teekendeschikking omtrent Frankrijk's recht van voorkeur op de Belgische bezittingen in Congo, in geval van vervreemding dezer bezittingen door de Belgische Regeering.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast aan de Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Zullen hare volle en algeheele kracht hebben :

1° De op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek uitgewisselde

blique française, concernant le tracé de la frontière des possessions belges et françaises dans la région du Shiloango ;

2° L'arrangement conclu le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française au sujet du droit de préférence de la France sur les possessions congolaises, en cas d'aliénation de celles-ci par le Gouvernement belge.

Donné à Laeken, le 22 juillet 1909.

verklaring betreffende de grenslijn der Belgische en der Fransche bezittingen in de Shiloangostreek ;

2° De op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek gesloten schikking omtrent Frankrijk's recht van voorkeur op de Belgische bezittingen in Congo, in geval van vervreemding dezer bezittingen door de Belgische Regeering.

Gegeven te Laeken, den 22ⁿ Juli 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.



DÉCLARATION.

Le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française,
Désirant achever sans délai la délimitation, entre Manyanga et l'Océan, de la frontière de leurs possessions en Afrique, définie par la Convention du 5 février 1885, conclue entre le Gouvernement de la République française et l'Association Internationale du Congo ;

Ayant constaté, à la suite des reconnaissances effectuées par la Commission de délimitation franco-congolaise, que l'existence d'un accident de terrain non prévu par la convention précitée avait pour conséquence de laisser dans l'indétermination une partie de frontière comprise entre la source la plus septentrionale du Shiloango (pic Kiama) et l'origine de la crête de partage des eaux du Niadi Quillou et du Congo (pic Bembo) ;

Convienent de prendre pour base d'un règlement définitif, d'une part, le texte intégral de la Convention de 1885, d'autre part, les procès-verbaux de la Commission mixte, et de compléter l'article 3 de la dite convention par l'addition d'une disposition nouvelle.

En conséquence, les deux Gouvernements, d'accord pour reconnaître comme document définitif la carte de l'ensemble de la frontière telle qu'elle a été établie par la Commission mixte, adoptent la ligne de faite comprise entre le pic Kiama et le pic Bembo comme limite de leurs possessions entre la source la plus septentrionale du Shiloango et la crête de partage des eaux du Niadi Quillou et du Congo.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Bruxelles, le 25 décembre 1908.

(S.) G. DAVIGNON.

(S.) BEAU.

(S.) E. GENTIL.

ARRANGEMENT

portant règlement du droit de préférence de la France sur les territoires de l'État du Congo.

Considérant qu'en vertu des lettres échangées, les 23-24 avril 1884, entre M. Strauch, président de l'Association Internationale du Congo, et M. J. Ferry, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de la République Française, un droit de préférence a été assuré à la France pour le cas où l'Association serait amenée un jour à réaliser ses possessions; que ce droit de préférence a été maintenu lorsque l'État Indépendant du Congo a remplacé l'Association Internationale;

Considérant qu'à la suite du transfert à la Belgique des possessions de l'État Indépendant du Congo, en vertu du Traité de cession du 28 novembre 1907 et de l'Acte additionnel à ce traité, en date du 5 mars 1908, le Gouvernement belge se trouve substitué à l'obligation contractée sous ce rapport par le Gouvernement dudit État;

Les soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui régleront désormais le droit de préférence de la France à l'égard de la Colonie belge du Congo.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement belge reconnaît à la France un droit de préférence sur ses possessions congolaises, en cas d'aliénation de celles-ci à titre onéreux, en tout ou en partie.

Donneront également ouverture au droit de préférence de la France, et feront, par suite, l'objet d'une négociation préalable entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République Française, tout échange des territoires congolais avec une puissance étrangère, toute concession, toute location desdits territoires, en tout ou en partie, aux mains d'un État étranger ou d'une compagnie étrangère investie de droits de souveraineté.

ARTICLE 2.

Le Gouvernement belge déclare qu'il ne sera jamais fait de cession, à titre gratuit, de tout ou partie de ces mêmes possessions.

ARTICLE 3.

Les dispositions prévues aux articles ci-dessus s'appliquent à la totalité des territoires du Congo belge.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 23 décembre 1908.

(S.) LEGHAIT (L. S.).

(S.) PICION (L. S.).

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JULI 1909.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring :

- 1° van de op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek uitgewisselde verklaring betreffende de grenslijn der Belgische en der Fransche bezittingen in de Shiloangostreek;
- 2° van de op dien zelfden datum tusschen de beide Regeeringen ondertee-kende schikking omtrent Frankrijk's recht van voorkeur op de Belgische bezittingen in Congo, in geval van vervreemding dezer bezittingen door de Belgische Regeering.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Den 30^e April laatstleden heb ik, ingevolge artikel 27 van de wet op het beheer van Belgisch Congo en artikel 68 van de Grondwet, aan de Kamer het ontwerp van wet voorgelegd, houdende goedkeuring van de op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek uitgewisselde verklaring tot wedervaststelling van de grenzen harer wederzijdsche bezittingen in den Stanley-Pool.

In de memorie van toelichting omtrent dat ontwerp van wet, werd aan de Kamer medegedeeld, dat op dien zelfden dag te Brussel met de Fransche Regeering waren ondertee-kend eene verklaring betreffende de grenslijn der Belgische en der Fransche bezittingen in de Shiloangostreek, zoomede de schikking omtrent Frankrijk's recht van voorkeur op de Belgische bezittingen in Congo, in geval van vervreemding dezer bezittingen door de Belgische Regeering.

De bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van bedoeld ontwerp van wet, heeft den wensch uitgedrukt, ook deze beide internationale akten aan het Parlement tot goedkeuring te zien voorleggen.

Schoon de Regeering van meening was, dat geen van deze beide schikkingen onder toepassing valt van artikel. 27 van de wet op het beheer van

Belgisch Congo, achte ik het noodig de vraag der Commissie in te willigen en, zoodoende, de handelwijze te volgen die ook in Frankrijk werd aangenomen. Voormelde schikkingen zullen dus door de Belgische Wetgevende Kamers moeten bekrachtigd worden.

Bij de eerste wordt in de Shiloangostreek eene grenslijn vastgesteld, die vroeger nooit door eene regeling tusschen den Onafhankelijken Congostaat en de Fransche Republiek voorgoed werd bepaald. De tweede, zonder andere wijziging dan eene verandering van datum, neemt den tekst over van de akte die alreeds eene eerste maal onderteekend werd op 5 Februari 1895 en die aan de Kamers werd medegedeeld tegelijkertijd als de andere internationale akten betreffende den Onafhankelijken Congostaat, als bijlage tot de memorie van toelichting omtrent het ontwerp van wet houdende goedkeuring van het verdrag tot afstand van 11 Januari 1895, welk door de Regeering werd ingetrokken.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant :

1° la déclaration échangée le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française, concernant le tracé de la frontière des possessions belges et françaises dans la région du Shiloango;

2° l'arrangement signé à la même date entre les deux gouvernements au sujet du droit de préférence de la France sur les possessions congolaises, en cas d'aliénation de celles-ci par le Gouvernement belge.

Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter aux Chambres le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sortiront leurs pleins et entiers effets :

1° La déclaration échangée le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la Répu-

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring :

1° van de op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek uitgewisselde verklaring betreffende de grenslijn der Belgische en der Fransche bezittingen in de Shiloangostreek;

2° van de op dien zelfden datum tusschen de beide Regeeringen onder teekendeschikking omtrent Frankrijk's recht van voorkeur op de Belgische bezittingen in Congo, in geval van vereemding dezer bezittingen door de Belgische Regeering.

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN
WIJ BESLUITEN :**

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast aan de Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Zullen hare volle en algeheele kracht hebben :

1° De op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek uitgewisselde

blique française, concernant le tracé de la frontière des possessions belges et françaises dans la région du Shiloango;

2° L'arrangement conclu le 23 décembre 1908 entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République française au sujet du droit de préférence de la France sur les possessions congolaises, en cas d'aliénation de celles-ci par le Gouvernement belge.

Donné à Laeken, le 22 juillet 1909.

verklaring betreffende de grenslijn der Belgische en der Fransche bezittingen in de Shiloangostreek ;

2° De op 23 December 1908 tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek gesloten schikking omtrent Frankrijk's recht van voorkeur op de Belgische bezittingen in Congo, in geval van vervreemding dezer bezittingen door de Belgische Regeering.

Gegeven te Laeken, den 22^e Juli 1909.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.



VERKLARING.

De Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek,

Wenschende zonder verwijl de vaststelling te voleinden van de grenslijn, tusschen Manyanga en den Oceaan, van hunne bezittingen in Afrika, zooals die lijn is bepaald door de Overeenkomst van 5 Februari 1885, gesloten tusschen de Regeering der Fransche Republiek en de Internationale Vereeniging van Congo ;

Bevonden hebbende, ten gevolge van de verkenningen waartoe werd overgegaan door de Fransch-Congoleesche Commissie tot grensscheiding, dat het bestaan van eene door voormelde Overeenkomst niet voorziene oneffenheid van den grond voor gevolg had, een gedeelte grens onbepaald te laten, en wèl datgene gelegen tusschen de meest noordelijke bron van de Shiloango (piek Kiama) en het begin van de kruinlijn tusschen het bekken van de Niadi Quillou en dat van de Congo (piek Bembo).

Komen overeen, om de zaak voorgoed te regelen, tot grondslag te nemen, eenerzijds, den volledigen tekst van de Overeenkomst van 1885, anderzijds, de processen-verbaal der gemengde Commissie, en artikel 3 van meergenoemde Overeenkomst aan te vullen door toevoeging eener nieuwe bepaling.

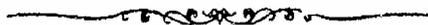
Dienvolgens nemen de beide Regeeringen — die het eens zijn om als afdoend bescheid te aanschouwen de kaart der grens in haar geheel, zooals die kaart werd opgemaakt door de gemengde Commissie — als grenslijn aan, voor hunne bezittingen tusschen de meest noordelijke bron van de Shiloango en de kruinlijn tusschen het bekken van de Niadi Quillou en dat van de Congo, de kruinlijn begrepen tusschen de piek Kiama en de piek Bembo.

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden deze Verklaring hebben opgemaakt en van hun zegel voorzien.

Opgemaakt in tweevoud te Brussel, den 23 December 1908.

(Get.) J. DAVIGNON.

(Get.) BEAU, E. GENTIL.



SCHIKKING

tot regeling van Frankrijk's recht van voorkeur op het grongebied van den Congostaat.

Overwegende dat luidens de brieven, op 23-24 April 1884 gewisseld tusschen den heer Strauch, voorzitter der Internationale Vereeniging van Congo, en den heer J. Ferry, voorzitter van den Raad en Minister van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek, aan Frankrijk een recht van voorkeur werd verzekerd, in geval de Vereeniging er eens mocht toekomen hare bezittingen te vervreemden; dat dit recht van voorkeur werd behouden toen de Onafhankelijke Congostaat de Internationale Vereeniging heeft vervangen;

Overwegende dat, ten gevolge van de overdracht van de bezittingen van den Onafhankelijken Congostaat aan België, krachtens het Verdrag van afstand van 28 November 1907 en de aan dat Verdrag toegevoegde akte van 5 Maart 1908, op de Belgische Regeering de verbintenis valt welke de Regeering van gezegden Staat onder dat opzicht had aangegaan,

Zoo zijn de ondergeteekenden overeengekomen omtrent de volgende bepalingen, welke voortaan Frankrijk's recht van voorkeur tegenover de Belgische kolonie Congo zullen regelen.

ARTIKEL ÉÉN.

De Belgische Regeering kent aan Frankrijk een recht van voorkeur toe op hare bezittingen in Congo, in geval van algeheele of gedeeltelijke vervreemding dier bezittingen ten bezwarenden titel.

Zullen eveneens ten voordeele van Frankrijk dat recht van voorkeur doen openvallen en, dienvolgens, tot eene voorafgaande onderhandeling tusschen de Belgische Regeering en de Regeering der Fransche Republiek aanleiding geven, elke verwisseling van grondgebied van Congo met eene vreemde mogendheid, elke vergunning op, elke verhuring van al of een gedeelte van gezegd grondgebied, in handen van een vreemden Staat of van eene vreemde, met rechten van souvereiniteit bekleede maatschappij.

ART. 2.

De Belgische Regeering verklaart, dat nooit al of een gedeelte van die zelfde bezittingen ten kosteloozen titel zal worden afgestaan.

ART. 3.

De bij de voorafgaande artikelen voorziene bepalingen zijn op gansch het grondgebied van Belgisch Congo toepasselijk.

Ten blijke waarvan de ondergeteekenden deze Schikking hebben opge maakt, welke zij van hun zegel hebben voorzien.

Gedaan in tweevoud te Parijs, den 23 December 1908.

(Get.) LEGHAT (L. S.).

(Get.) PICHON (L. S.).